

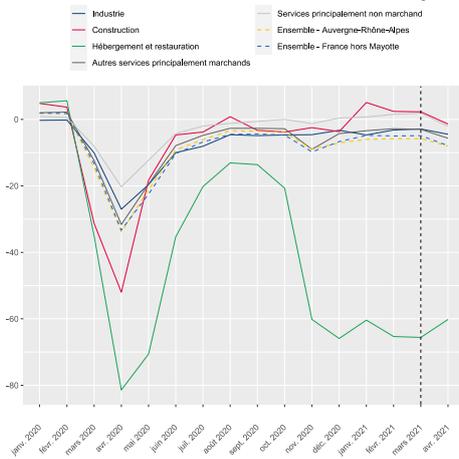
# L'emploi progresse, l'économie reste perturbée

Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes • n° 28 • Juillet 2021

Un an après le début de la crise sanitaire, qui a entraîné au printemps dernier une baisse de l'activité économique sans précédent dans la région, en France et dans le monde, la reprise a du mal à se concrétiser au premier trimestre 2021. L'emploi salarié augmente un peu mais les différences sectorielles sont très marquées. Construction et tertiaire non marchand sont dynamiques et retrouvent leurs couleurs d'avant-crise. L'industrie et le tertiaire marchand peinent à remonter la pente. L'arrêt de l'intérim a été si fort en début de crise que ce secteur a du mal à se redresser, malgré une belle progression trimestrielle. Le taux de chômage est en hausse plus rapide qu'au niveau national. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente, et plus fortement parmi les jeunes. Les autorisations de construction diminuent depuis un an. Les créations d'entreprises marquent le pas, notamment du fait du recul du microentrepreneuriat. Le tourisme fait grise mine du fait de l'absence de saison hivernale et de la fermeture des restaurants.

Intercalé entre deux confinements nationaux et marqué par le couvre-feu, le premier trimestre 2021 n'a vu croître l'activité économique régionale que timidement. Le niveau d'heures rémunérées entre janvier et mars 2021 reste 6 % en deçà de la même période en 2019 ► **figure 1**. Cette baisse du volume d'heures rémunérées est particulièrement visible dans le secteur tertiaire marchand (- 10 %) et, dans une moindre mesure, dans l'industrie (jusqu' à - 4 %). La construction et le tertiaire non marchand parviennent à conserver un niveau d'activité égal à celui d'avant-crise. En avril, avec l'instauration du troisième confinement, le volume d'heures reculerait d'environ 8 % par rapport au même mois en 2019.

## ► 1. Écart des heures rémunérées par secteur par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)

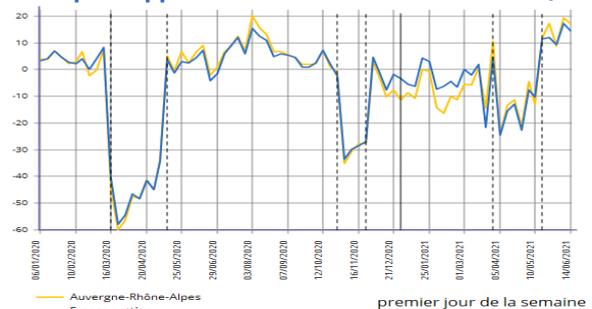


**Note :** la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé.

**Source :** DSN, traitements Insee

Le volume de transactions par cartes bancaires permet d'apprécier la consommation des ménages. Au tout début du mois de janvier 2021, les paiements par cartes bancaires avaient un niveau similaire à l'avant-crise, poussés notamment par le lancement des soldes d'hiver. Ils se sont rapidement érodés en février. Dans la région, sur l'ensemble du premier trimestre, le volume de transactions par cartes bancaires reste en dessous du niveau national ► **figure 2**. Enfin, la consommation grimpe en flèche au début du mois d'avril sur la semaine précédant le troisième confinement. La nouvelle fermeture des commerces dits non-essentiels fait ensuite plonger de nouveau la consommation des ménages, mais moins fortement que lors des deux précédents confinements.

## ► 2. Évolution des montants des transactions par carte bancaire par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



**Note :** la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les semaines de l'année 2020 sont comparées aux mêmes semaines de 2019 et les semaines de 2021 sont comparées aux mêmes semaines de 2019). Cette rupture est signalée par le trait plein vertical. Les traits pointillés verticaux matérialisent les périodes de confinement.

**Source :** Cartes bancaires CB, calculs Insee

**Avertissement :** les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires hors transactions sur Internet. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données des notes de conjoncture nationales de l'Insee.

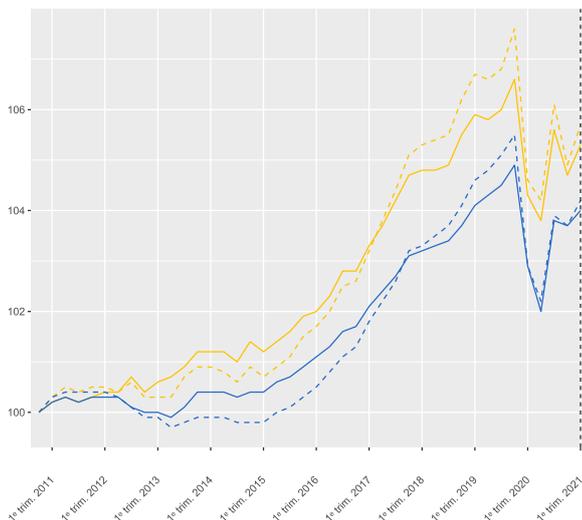
## Reprise de l'emploi salarié total, sans retrouver le niveau d'avant-crise

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié total gagne 15 800 unités au premier trimestre 2021. Cela correspond à une reprise de 0,5 %, plus importante qu'en France hors Mayotte (+ 0,3 %), après une baisse de 0,8 % fin 2020 due au deuxième confinement ▶ **figure 3**. La croissance trimestrielle concerne uniquement l'emploi privé. L'emploi public diminue de 0,2 % (soit la perte de 1 600 emplois) alors qu'il se maintient au niveau national.

### ▶ 3. Évolution de l'emploi salarié

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010

— Emploi salarié total - Auvergne-Rhône-Alpes — Emploi salarié privé - Auvergne-Rhône-Alpes  
— Emploi salarié total - France hors Mayotte — Emploi salarié privé - France hors Mayotte



**Note :** données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

**Champ :** emploi salarié total.

**Sources :** Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

La région n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant-crise, fin 2019 : 39 000 emplois ont été perdus soit une baisse de 1,3 %, plus marquée qu'en France (- 0,8 %), la région ayant particulièrement subi les effets du deuxième confinement, fin 2020.

### Les départements savoyards ont du mal à se relever

À l'exception de la Haute-Loire en légère diminution (- 0,1 %), les départements de la région gagnent des salariés sur les trois premiers mois de l'année. La Savoie (+ 1,0 %) et la Drôme (+ 1,4 %) se redressent sur ces trois mois, grâce à la reprise du secteur tertiaire pour la première et à l'intérim pour la seconde.

En comparant la situation actuelle à l'avant-crise, la Drôme est le seul département à retrouver le niveau de fin 2019. Les pertes restent particulièrement élevées dans les deux Savoie (- 7,9 % pour la Savoie et - 4,5 % pour la Haute-Savoie). Avec une activité pour partie dépendante du tourisme hivernal, ces deux départements ont considérablement ressenti les effets du deuxième confinement au dernier trimestre 2020.

### L'intérim continue de panser ses plaies

Dans la région, l'emploi intérimaire augmente de 3,1 % ce trimestre, bien plus que dans l'ensemble du pays (+ 0,3 %). Cette croissance s'explique en grande partie par la progression drômoise à hauteur de 17,5 %, correspondant à plus d'un tiers des gains régionaux. Mais un ralentissement s'observe par rapport à la fin 2020 (+ 5,5 % au trimestre précédent dans la région).

Principal secteur d'ajustement de l'emploi, l'intérim a subi la crise sanitaire de plein fouet. Son niveau actuel n'a toujours pas rejoint sa position d'avant-crise (- 2,0 %). Bien que la région ait globalement moins perdu que la France (- 5,0 %), la situation est très disparate dans les départements. L'Allier et la Drôme dépassent largement le niveau de fin 2019 (respectivement + 9,3 % et + 7,9 %) alors que l'Ardèche, le Cantal, le Rhône et les départements savoyards subissent des reculs compris entre 3,5 % et 17,1 %.

## Construction et tertiaire non marchand ont largement dépassé le niveau d'avant-crise

1 100 salariés viennent renforcer le secteur industriel en Auvergne-Rhône-Alpes, soit une augmentation de 0,2 % ce trimestre, plus rapide qu'au national (+ 0,1 %) ▶ **figure 4**. Alors que les secteurs de l'énergie et de l'agroalimentaire consolident leurs effectifs (respectivement + 1,0 % et + 1,1 %), ceux de la fabrication d'équipements électroniques et d'autres produits industriels se stabilisent. Seule la branche de la fabrication de matériels de transport continue de s'affaïsser (- 0,2 %). L'emploi industriel en Haute-Loire, dans le Cantal ainsi qu'en Haute-Savoie est en repli. Le Rhône est stable et les autres départements sont en croissance, allant jusqu'à + 0,9 % dans le Puy-de-Dôme.

### ▶ 4. Emploi salarié par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 1 <sup>er</sup> trimestre 2021	Évolution par rapport au 4 <sup>e</sup> trimestre 2020		Évolution par rapport à l'avant-crise	
		En effectif	En %	France hors Mayotte (en %)	(T4-2019) (en %)
Agriculture	25 100	- 100	- 0,3	- 1,1	+ 1,5
Industrie	482 900	+ 1 100	+ 0,2	+ 0,1	- 1,4
Construction	190 500	+ 2 500	+ 1,3	+ 1,4	+ 3,5
Tertiaire marchand hors intérim	1 279 600	+ 7 600	+ 0,6	+ 0,4	- 3,5
Intérim	107 500	+ 3 200	+ 3,1	+ 0,3	- 2,0
Tertiaire non marchand	937 700	+ 1 300	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,0
<b>Ensemble</b>	<b>3 023 200</b>	<b>- 15 800</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>- 1,3</b>

**Note :** données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs.

**Avertissement :** les données du secteur agricole sont provisoires suite à des difficultés de traitement par la MSA. L'Insee réalise une estimation, en prolongeant les tendances des trimestres précédents et à partir des déclarations administratives.

**Champ :** emploi salarié total.

**Source :** Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

L'industrie, à l'arrêt presque complet au premier confinement, n'a pas récupéré son niveau d'emploi de fin 2019. L'emploi a diminué de 1,4 % dans la région (- 1,8 % en France). Seule l'Ardèche dépasse les effectifs d'avant-crise de 0,3 %.

Avec 2 500 salariés supplémentaires début 2021, l'emploi dans la construction se porte bien dans la région, soit une hausse de 1,3 % à peine plus faible qu'au national (+ 1,4 %). Depuis le début de la crise, ce secteur n'a subi qu'un court arrêt au premier trimestre 2020 et il est en constante augmentation depuis. Il compte en effet 3,5 % de salariés en plus que fin 2019. Tous les départements suivent cette tendance. L'Ain et le Cantal, avec des hausses respectives de 0,4 % et 0,8 %, sont les moins dynamiques. Les départements savoyards ont les plus grosses évolutions à hauteur de 5,7 % et 4,9 %.

Le secteur marchand hors intérim, concernant plus de 4 salariés sur 10 dans la région, retrouve une dynamique positive au premier trimestre (+ 0,6 %, soit + 7 600 emplois) après une fin d'année difficile marquée par le deuxième confinement (- 2,7 % au quatrième trimestre). Tous les départements contribuent à cette hausse, avec une croissance comprise entre 0,2 % en Haute-Savoie et dans l'Allier et 1,0 % en Savoie et dans la Drôme. Cependant, depuis le début de la crise, l'emploi tertiaire marchand n'est pas parvenu à remonter au niveau d'avant-crise. La baisse, depuis fin 2019, se chiffre à 3,5 % dans la région, qui se trouve bien plus affectée que la France (- 2,0 %). Cette évolution représente plus de 46 000 salariés régionaux en moins. Près des deux tiers d'entre eux travaillaient dans l'hébergement-restauration, secteur chutant de 21,0 % depuis le début de la pandémie. L'information-communication reste l'unique branche ayant dépassé son niveau de fin 2019 (+ 3,0 %). Savoie et Haute-Savoie, zones à fortes activités touristiques notamment hivernales, sont les plus loin de leur effectif d'avant-crise (respectivement - 18,2 % et - 9,9 %).

Le tertiaire non marchand, dont un tiers appartient au secteur privé, gagne plus de 1 300 salariés soit une hausse de 0,1 %, moins accentuée qu'en France hors Mayotte. La situation est inégale selon les territoires : alors que le Rhône, la Drôme et la Savoie se développent à des rythmes supérieurs à 0,5 %, l'Allier, le Cantal, l'Isère et la Haute-Loire reculent d'au moins 0,5 %.

Ce secteur, comprenant entre autres le personnel médical, recherché en période de pandémie, a dépassé son niveau de fin 2019 au-delà de

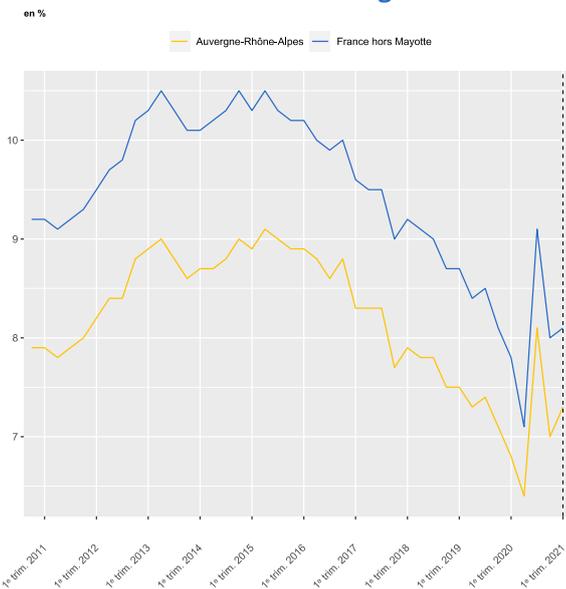
1 %, soit 9 600 salariés en plus. L'Allier et le Cantal n'ont toutefois pas retrouvé l'effectif employé avant la crise.

**Avertissement :** l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données. Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acoess (champ hors intérim) et la Dares (sur l'intérim).

## La Haute-Savoie et la Savoie subissent une forte hausse du taux de chômage

À la fin du premier trimestre 2021, le taux de chômage régional s'élève à 7,3 % de la population active, soit 0,8 point de moins que dans la France hors Mayotte. Ce taux progresse de 0,3 point dans la région, plus fortement qu'en France (+ 0,1 point) ► **figure 5**. De ce fait, Auvergne-Rhône-Alpes est la région métropolitaine où le taux de chômage croît le plus. Avec l'Île-de-France, ce sont les seules à ne pas retrouver le niveau d'avant-crise (7,1 % fin 2019).

### ► 5. Évolution du taux de chômage



**Note :** données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, *taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé*

Dans les départements, le taux de chômage est compris entre 4,6 % dans le Cantal et 8,7 % en Ardèche. L'Allier et la Drôme ont, tout comme l'Ardèche, un taux supérieur au national. Sur un trimestre, le taux de chômage a rebondi très fortement en Savoie (+ 1,3 point) et en Haute-Savoie (+ 0,6 point), tout en se maintenant sous le seuil national.

Du fait de cette hausse conjuguée à celle du troisième trimestre 2020, ces départements savoyards sont loin de retrouver leur niveau d'avant-crise (+ 1,7 point en Savoie et + 1,2 point en Haute-Savoie). L'Ain est 0,2 point au-dessus du niveau de fin 2019, alors que l'Isère et le Rhône sont stables sur cette même période. Au contraire, les autres départements sont en deçà du taux précédent la crise sanitaire.

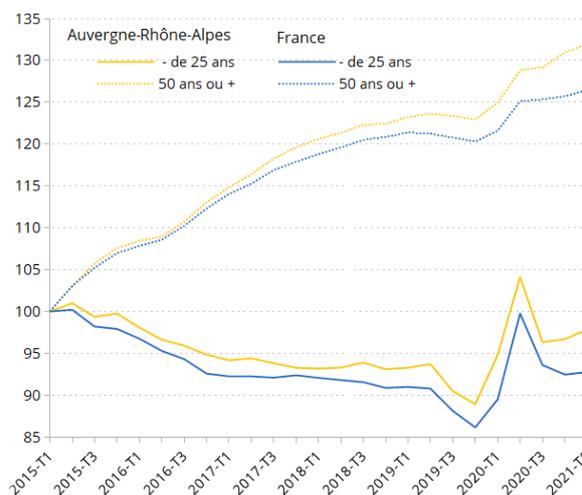
**Avertissement :** à compter du premier trimestre 2021, la refonte de l'enquête Emploi entraîne une révision du taux de chômage dans chaque DOM relativement plus importante qu'en métropole (tout en restant dans l'intervalle de confiance des estimations habituelles du taux de chômage) : - 0,5 point en Guadeloupe, 0,6 point en Martinique, - 1,9 point en Guyane et + 0,1 point à La Réunion (contre 0,0 point sur la France entière). Cette rupture est due à de multiples facteurs, notamment un changement du questionnaire et de concept sur le taux d'emploi et l'introduction d'internet comme mode de réponse en ré-interrogation. Afin de préserver la continuité temporelle des indicateurs, la rupture a été rétropolée dans les séries longues trimestrielles de chaque DOM depuis 2014. Les séries présentées

dans cette publication sont donc « sans rupture ». À ce stade cependant, les corrections qui ont été apportées aux séries passées des DOM doivent être considérées comme provisoires, car elles ont été déterminées sur de petits échantillons, avec donc une incertitude plus importante que pour celles déterminées pour la France entière (hors Mayotte). Elles sont donc susceptibles d'être revues au printemps 2022, au moment de la publication des résultats annuels de 2021, après une seconde étape d'analyse des ruptures de série.

## Les jeunes peinent à trouver un emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (sans emploi) a atteint 412 000 personnes à la fin du mois de mars 2021, en augmentation sur un trimestre dans la région (+ 1,1 %) alors qu'il décroît de 0,4 % en France. Il est supérieur de près de 41 000 aux chiffres connus fin 2019. Cette hausse est à la fois le fait d'une augmentation de la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans (+ 3,2 %) mais également, dans une moindre mesure, des plus de 50 ans (+ 0,9 %) ► **figure 6**. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi est particulièrement marquée en Savoie (+ 10,8 % tous âges confondus) et Haute-Savoie (+ 4,5 %).

### ► 6. Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois par âge



**Note :** données CVS-CJO. Catégories A, B et C. Base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015.  
Source : Pôle emploi, Dares, STMT

En revanche, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi des catégories B et C (en activité partielle) est plus contenue : + 0,7 % en Auvergne-Rhône-Alpes contre + 0,9 % au national. L'évolution dans ces catégories concerne peu les jeunes (- 0,8 % dans la région) mais beaucoup plus les personnes de plus de 50 ans (+ 1,7 %).

## Les autorisations de constructions chutent sur les douze derniers mois

En Auvergne-Rhône-Alpes, entre avril 2020 et mars 2021, 53 800 permis de construire de logements neufs ont été délivrés dans la région. La crise sanitaire marquant les douze derniers mois, ce cumul annuel est en fort repli par rapport à l'année précédente (- 20,8 %). La baisse est également très marquée au niveau national, mais de plus faible ampleur qu'en région (- 15,2 %). Côté départements, la Haute-Savoie enregistre la plus forte baisse (- 33,0 %) et se maintient tout juste au-dessus des 10 000 unités. Le Puy-de-Dôme et la Drôme suivent de près (respectivement - 30,8 % et - 27,6 %). Seules l'Ardèche et la Haute-Loire restent stables, mais représentent un faible poids dans le total régional. Sur la même période, la région totalise 50 900 mises en chantier. Le nombre de logements commencés ne recule que très légèrement dans la région : - 0,7 % par rapport au cumul annuel de l'année précédente, contre - 2,2 % en France. La Loire (+ 20,9 %), la Drôme (+ 17,6 %) et la Savoie (+ 7,4 %) tirent la région vers le haut, tandis que la Haute-Savoie et le Puy-de-Dôme pâtissent d'une année peu profitable, avec respectivement - 10,1 % et - 7,9 %. Les autres départements restent proches de la stabilité.

## L'entrepreneuriat en recul début 2021

Au premier trimestre 2021, 28 700 entreprises ont été créées en Auvergne-Rhône-Alpes. Par rapport au trimestre précédent, les créations régionales se replient de 7,0 %, alors qu'elles progressent de 1,8 % en France ► **figure 7**. Les services représentent la moitié des créations d'entreprises régionales, mais leur part a diminué l'année dernière au profit du commerce, qui représente maintenant près du tiers du total régional. Le reste se partage entre la construction et l'industrie.

La baisse régionale s'explique par une chute de 11,4 % du nombre de créations sous le statut de microentrepreneurs ce trimestre. Ce repli est commun à tous les grands secteurs économiques, mais c'est dans le commerce qu'il est le plus marqué (- 12,9 %). Les autres branches suivent de près. Au niveau national, les créations sous le statut de microentrepreneurs progressent de 1,1 % et, à l'inverse de la région, le commerce porte l'essentiel la croissance. Malgré leur repli, les microentrepreneurs représentent les deux tiers des créations. Hors microentrepreneurs, les créations d'entreprises classiques s'accroissent de 2,7 % ce trimestre, poussées par le commerce (+ 7,7 %) et la construction (+ 4,3 %).

En dépit du contexte et du repli en début d'année, le nombre de créations reste supérieur à celui d'avant-crise. Au premier trimestre 2021, il est 6 % plus élevé que celui du quatrième trimestre 2019, qui constituait déjà un point haut depuis plusieurs années. Enfin, les défaillances d'entreprises continuent de s'affaiblir. Entre avril 2020 et mars 2021, 3 000 jugements ont été rendus, soit près de deux fois moins que lors du cumul annuel précédent. Les défaillances du mois d'avril semblent toutefois laisser pressentir une recrudescence, que ce soit en France ou en région.

### ► 7. Évolution des créations d'entreprises

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2019



**Note :** données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

**Champ :** ensemble des activités marchandes hors agriculture.

**Source :** Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

### ► Pour en savoir plus

- « Fin 2020, l'emploi régional recule plus fortement qu'en France », *Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes* n° 26, mars 2021
- « Une économie fragile à l'aube de la deuxième vague », *Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes* n° 25, janvier 2021
- « Retour en surface », *Note de conjoncture*, Insee, juillet 2021
- Point de conjoncture du 06 mai 2021 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5366699>
- Note de conjoncture du 11 mars 2021 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5232077>

Insee Auvergne-Rhône-Alpes  
165 rue Garibaldi - BP 3184  
69401 Lyon cedex 03

**Directeur de la publication :**  
Jean-Philippe Grouthier

**Rédaction en chef :**  
Thierry Geay  
Philippe Mossant

**Bureau de presse :**  
04 78 63 26 96  
ISSN 2493-1462  
© Insee 2021  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)



## Tourisme : une quasi-absence de saison hivernale qui pèse lourd

Dans la région, durant l'hiver 2020-2021, la fermeture administrative des stations de ski et la réduction du tourisme d'affaires entraînent une chute de la fréquentation touristique. Au premier trimestre 2021, les hôtels ont enregistré trois fois moins de nuitées que sur une même période hors crise, alors que seuls quatre hôtels sur dix sont fermés. Ce repli de la fréquentation a de lourdes conséquences économiques sur les hôtels et sur les restaurants, limités à la vente à emporter : par rapport à janvier-mars 2019, leur chiffre d'affaires chute d'environ 75 %. Enfin, le volume d'heures travaillées dans ces deux branches ne redécote pas. Dans la restauration comme dans l'hébergement, en comparaison avec début 2019, le nombre d'heures rémunérées est divisé par trois. ●

Frédéric Lahi, Annelise Robert (Insee)

### ► Contexte international – En 2021, l'activité économique dépend encore largement des conditions sanitaires

Début 2021, la conjoncture économique est restée marquée par la crise sanitaire, avec des contrastes entre les pays. Aux États-Unis, le rebond économique a été porté par l'allègement des restrictions sanitaires et les plans de relance massifs, tandis que l'activité chinoise s'est appuyée sur la vigueur de ses exportations. À l'inverse en Europe, les restrictions ont pesé sur l'activité, en recul dans les principales économies et particulièrement en Allemagne et au Royaume-Uni, soumis à des confinements. Sur l'ensemble de l'année 2021, l'activité économique se redresserait dans les principales économies européennes, sous l'hypothèse de stabilisation de la situation sanitaire.

### ► Contexte national – En France, l'activité a stagné au premier trimestre 2021, marqué par un renforcement progressif des restrictions sanitaires

La dégradation de la situation sanitaire a conduit au premier trimestre à un renforcement progressif des mesures de restrictions (couvre-feu avancé à 18h, fermetures de centres commerciaux, confinements locaux). Dans ce contexte, l'activité a stagné (- 0,1 % par rapport au trimestre précédent, soit - 4,7 % par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019), se dégradant légèrement au mois le mois, notamment dans les services. La consommation des ménages a été quasi-stable elle aussi (+ 0,1 % par rapport au trimestre précédent, soit - 6,8 % sous son niveau d'avant-crise). En particulier, les restrictions ont pénalisé la consommation de biens, après son dynamisme de fin 2020, tandis que les fermetures d'activité mises en place à l'automne 2020 et maintenues tout l'hiver ont continué de plomber la consommation en hébergement-restauration et en services de transport ou de loisirs.